

Nous ne sommes pas ici pour traiter du désarmement. C'est là la responsabilité d'autres organismes internationaux. Par contre, nous ne pouvons nous permettre de faire abstraction des effets qu'une concentration des forces et des armes militaires au-delà des besoins défensifs reconnus auront sur la stabilité et la confiance. Nous ne pouvons faire abstraction des progrès décevants au niveau des négociations sur la limitation des armements en Europe et ailleurs. Nous allons bientôt avoir épuisé les avenues périphériques et il nous faudra en venir au coeur même du problème, c'est-à-dire amorcer effectivement le désarmement. Personne ne prétend que les prochaines étapes seront faciles, mais on ne peut s'attendre de progresser en ne faisant que déclarer sa bonne foi ou en cherchant à légitimer de bonnes intentions. Nous n'avons qu'un choix, difficile mais unique: il nous faut limiter les moyens que nous avons de faire la guerre.

Je l'ai déjà dit, ce point ne figure pas à notre ordre du jour. Toutefois, nous ne devons pas nous faire d'illusions et penser que l'opinion publique appuiera indéfiniment la structure de coopération que nous avons mise en place à Helsinki si nous ne nous préoccupons pas de la sécurité dans sa dimension intégrale.

Une part importante de la coopération prévue à Helsinki tombe dans le domaine économique. A l'instar de la sécurité, le langage utilisé dans cette partie de l'Acte final reflète une conception qui nous invite à déborder le strict cadre de notre mandat.

Les systèmes économiques que nous pratiquons diffèrent sur plusieurs points importants. Nous ne nous leurrerons pas à cet égard et, d'ailleurs, le but de l'Acte final n'en est pas un d'arbitrage ou de conciliation à cet égard. Nous considérons cependant qu'il serait erroné de croire que notre tâche actuelle ou future consiste seulement à enregistrer les accords qui ont été conclus ou les initiatives auxquelles nous avons collaboré. Nous aurions tort de faire de la création de nouvelles structures ou de l'impact de nos initiatives sur nos relations mutuelles les seuls objets de notre attention.

Nous ne pouvons tout de même pas négliger le fait que nos économies, dans leur ensemble, constituent le noyau du monde dit industrialisé. La façon dont nous organisons et menons nos économies, la façon dont nous employons nos ressources économiques ont des répercussions mondiales que personne ne dénierait. Nous avons un auditoire mondial très vaste et très attentif, conscient que les signataires de l'Acte final représentent, à peu de choses près, la totalité des nations industrialisées. La communauté internationale se rend compte, comme nous tous, que l'instauration